



Pas de Code du Travail sur ordonnance

La mobilisation unitaire s'organise !

Les futurs projets de réforme du gouvernement concernant le droit du travail, dévoilés par la presse, vont bien au-delà des éléments annoncés, publiquement ! Ils concernent notamment le contrat de travail, les salaires, la santé, la sécurité au travail, l'assurance chômage et les retraites.

Toutes les annonces vont dans le même sens : plus de précarité et de flexibilité pour les salariés, plus de « souplesse » et de facilités à licencier pour les entreprises. Au-delà de la méthode consistant à agir rapidement via les ordonnances, le discours gouvernemental sur la « concertation » ne change rien : le gouvernement veut aller vite sans de véritables négociations. Il veut frapper fort. Le nouveau pouvoir a un projet de société ultralibéral, destructeur pour les salariés.

Partout où en Essonne sont mises en application les dispositions des lois Rebsamen-Macron-El Khomri, on ne peut plus s'opposer aux décisions économiques, les plans sociaux sont facilités voire encouragés (NOKIA, FNAC Logistique, ISOCHEM...).

Ces lois, par une réduction du nombre d'élus avec la fusion des IRP, induisent aussi une réduction des moyens d'actions et du nombre de rencontres obligatoires avec les employeurs.

L'annonce de l'augmentation du pouvoir d'achat par la baisse des cotisations sociales contrebalancée par l'augmentation de la CSG n'apportera pas de réponse à la première préoccupation des salariés : le salaire.

Ce qu'oublie de dire Monsieur Macron, c'est que cela fera 20 milliards de moins pour la protection sociale et ne fera qu'aggraver une fois de plus l'accès aux soins des salariés.

Le plan de suppression de 120 000 fonctionnaires impactera la vie des salariés, en les privant encore plus de la nécessaire réponse aux besoins (éducation, santé, fonction publique) et en rendant encore plus difficile l'exercice de la réponse aux besoins pour ces fonctionnaires.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNEF d'Île-de-France considèrent qu'il est urgent, indispensable que les salariés soient informés du contenu dangereux des projets Macron !

Nous ne pouvons laisser faire cela. Aussi, nos organisations organiseront un meeting unitaire le jour de l'installation des députés à l'Assemblée Nationale, le

Mardi 27 juin à 12H
Esplanade des Invalides – Paris